



# Morlaix : le saccage ne doit pas rester sans suite

**En intersyndicale, les organisations syndicales des Finances publiques de Morlaix ont décidé d'une manifestation unitaire, mardi 30 septembre à 11h devant le centre des Finances publiques incendié, pour dénoncer la violence des agriculteurs contre leur outil de travail et demander le soutien des pouvoirs publics. La fédération des Finances CGT et le syndicat des Finances publiques condamnent de nouveau avec force le recours à ces actes de violence.**

Les propos tenus par le Président de la FDSEA du Finistère ce week-end sont tout aussi inacceptables que ces actes quand il déclare : « *je tire un coup de chapeau à ceux qui ont osé faire ce qu'ils ont fait* ». « *Il faut relativiser, il n'y a pas eu mort d'homme, c'est une forme de témoignage pour dire: "Ecoutez nous"* ».

Les agriculteurs, dont nous connaissons les difficultés, ne doivent pas se tromper de cible. Les agents des Finances publiques et de la MSA ne sont pas les responsables de leur situation. Ils sont au contraire très attachés et engagés dans l'exercice de leurs missions de service public.

Pour autant, leur travail comme tout autre doit être considéré et rémunéré dignement. Il n'est pas du rôle de notre fédération de se prononcer sur les relations économiques entre les agriculteurs et les grandes surfaces. En revanche, nous appelons depuis de nombreuses années à la remise à plat la fiscalité des entreprises, tout comme celle des particuliers. Nous n'avons cessé d'interpeller le gouvernement, les députés et autres élus de la Nation avec des propositions visant à rendre le système plus efficace économiquement et plus juste socialement.

Et pour cela, nous formulons de nombreuses propositions comme notamment la modulation des cotisations sociales et de l'impôt sur les

sociétés en fonction de critères tels que l'emploi ou le comportement environnemental. Pour prendre un exemple, une entreprise qui aurait un recours important à l'emploi de qualité et s'engagerait dans la voie du respect de l'environnement verrait ses taux de cotisation sociale et d'imposition baisser. Et, inversement.

La violence comme expression de la colère des agriculteurs est parfaitement inacceptable dans une démocratie. Cependant le gouvernement doit prendre rapidement des décisions pour réformer le financement des politiques publiques et de la sécurité sociale, dans le sens de plus de justice.

Depuis ce week-end, avec le syndicat national CGT des Finances publiques, nous interpellons régulièrement la direction et le ministère pour qu'ils assurent la sécurité des agents et de leurs lieux de travail et que les ministres cessent de dénigrer sans discernement notre système fiscal, notamment l'impôt sur le revenu. Nous réaffirmons une nouvelle fois notre soutien sans faille aux agents concernés par ce saccage.

Montreuil, le 24 septembre 2014.

*Retrouvez toutes nos propositions en matière de fiscalité sur [www.justicefiscale.fr](http://www.justicefiscale.fr).*